

COMMENT PEUT-ON ÊTRE ANTICAPITALISTE ?

Sommaire

Présentation, par Alain Caillé 5

I. LE CAPITALISME ? QUEL CAPITALISME ?

Jean BAECHLER et Immanuel WALLERSTEIN

L'avenir du capitalisme 13

Robert BOYER

La victoire à la Pyrrhus du capitalisme anglo-saxon 36

Michel CALLON et Bruno LATOUR

« Tu ne calculeras pas » ou comment symétriser le don et le capital ... 45

Alain CAILLÉ

Brève réplique à M. Callon et B. Latour 71

François FOURQUET

Le capitalisme existe-t-il ? 77

Gerald BERTHOUD

La « cage de fer » du capitalisme intégral 91

II. EST-IL BON ? EST-IL MAUVAIS ?

Pierre LÉVY

La cyberculture en question : critique de la critique 111

Denis DUCLOS

Autophagie 127

Serge LATOUCHE

La mondialisation et la fin du politique : diagnostic et perspectives 137

Jean-Pierre DURAND

La pensée critique peut-elle être utile ? 151

Frederik MISPELBLOM

L'anticapitalisme des entreprises capitalistes 168

François MORIN

Le capitalisme global 178

III. HÉRITAGES : QUESTIONS DE DOCTRINE

Jean-Claude MICHÉA

Révolte et conservatisme : les leçons de 1984 193

Pierre LEROUX

De l'individualisme et du socialisme 203

Bruno VIARD

Pierre Leroux et le socialisme 217

Henri DENIS

Le problème de l'origine du profit 227

Ivaylo DITCHEV

La modernité enchantée 236

IV. VOIES DE L'ANTICAPITALISME PRATIQUE

Jean-Louis LAVILLE

Une politique économique pour le XXI^e siècle 243

Arthur MITZMAN

*Principes économiques et sociaux
d'une nouvelle économie européenne* 247

Jacques T. GODBOUT

L'utopie passée du plein emploi 255

Serge LATOUCHE

*La monnaie au secours du social ou le social au secours de la monnaie :
les SEL et l'informel* 260

Bernard EME et Jean-Louis LAVILLE

Pour une reconnaissance politique de l'économie solidaire 272

Pascal COMBEMALE

Libres propos critiques sur l'Appel des 35 279

Denis DUCLOS

Démocratie des passions, société ouverte, respect du vivant 284

Alain CAILLÉ

*30 thèses pour contribuer à l'émergence
d'une gauche nouvelle et universalisable* 297

PRÉSENTATION

par Alain Caillé

Mais comment peut-on être anticapitaliste ? La question doit être entendue en un double sens. Et d'abord en écho au célèbre *Mais comment peut-on être persan ?* de Montesquieu. Depuis la chute du mur de Berlin et l'effondrement du socialisme réel, le triomphe planétaire de l'économie capitaliste est devenu si absolu que ceux qui trouvent encore à y redire font, aux yeux des gens « rationnels » qui mènent le monde, figure de fossiles d'une époque révolue, au moins aussi étranges et déplacés qu'un Persan pour un Européen du XVIII^e siècle. Et, pourtant, il n'est guère douteux qu'il faille s'opposer activement à un capitalisme de plus en plus déchaîné — au sens strict : plus aucune chaîne, de régulation, ne l'entrave —, à une expansion infinie de la puissance qui, laissée à elle-même, détruit de fond en comble tous les équilibres politiques, toutes les cultures et toutes les formes de la vie quotidienne, et engendre des inégalités et des haines explosives entre les hommes. Tous ceux qui, sous prétexte d'une nécessaire adaptation aux contraintes et aux disciplines de l'économie et de la finance mondialisées, veulent rester aveugles et sourds à la misère des hommes envoyés à la casse ou voués à une inutilité sans fin, hommes en trop, hommes à tout jamais superflus pour la dynamique d'un capitalisme en expansion indéfinie, tous ceux-là doivent se préparer à des lendemains qui ne chanteront guère. À les entendre et à les regarder agir — ou ne rien faire —, on a plutôt envie de se demander : mais comment peut-on ne pas être anticapitaliste ?

Mais comment s'opposer de manière effective, et pas seulement dans une radicalité imaginaire, à ce déferlement de puissance vandale ? Voilà le deuxième sens de notre question initiale. La réponse doit procéder du constat serein et raisonné des échecs de l'anticapitalisme passé, qui inspire encore bon an mal an l'essentiel de ce qui subsiste des discours de la gauche héritée. Et, au niveau planétaire, l'essentiel de l'anti-occidentalisme. Relevons, d'entrée de jeu, trois des impasses de la pensée anticapitaliste usuelle, ou, à tout le moins, trois séries de questions non résolues par elle.

D'abord, en changeant d'échelle, le capitalisme a changé de nature, si bien que sa conceptualisation comme sa critique traditionnelles se trouvent de plus en plus inadaptées. Bloc compact et indissociable, désormais mondialisé, de puissance multiforme, financière mais aussi technique, scientifique, culturelle et politique, le capitalisme est devenu un *mégacapitalisme*, parfaitement insensible aux attaques effectuées sur une base seulement nationale et selon des modalités exclusivement économiques et financières. En second lieu, la perspective d'une abolition du règne de la marchandise ayant fait la preuve de son inanité, le capitalisme, pour la première fois dans son histoire, ne se voit plus menacé par aucune altérité plausible. Il est clair que l'échec dramatique et retentissant du socialisme réel ne facilite pas la critique du capitalisme

réel. Et qu'on ne peut pas faire comme s'il n'était pas avéré. Enfin, nul ne saurait prétendre s'extraire et se désolidariser du mouvement irrésistible de la mondialisation, qui est en tant que tel souhaitable, sous prétexte que le capitalisme en est le premier vecteur, et que c'est donc d'abord sous sa forme capitaliste qu'il s'effectue.

Face à toutes ces questions redoutables et urgentes, ce numéro de *La Revue du MAUSS semestrielle* tente de procéder à une caractérisation sereine de la forme actuelle du capitalisme et d'esquisser les voies théoriques et doctrinales d'un anticapitalisme qui se tienne à égale distance des sirènes de l'ultralibéralisme et des dénégations incantatoires de la réalité des disciplines marchandes. Ce faisant, c'est à l'éclosion d'une gauche nouvelle — d'un anticapitalisme pratique — qu'il entend contribuer. Entrons maintenant dans quelque détail.

LE CAPITALISME ? QUEL CAPITALISME ?

La première question qui se pose, à qui entend réfléchir sur la signification du capitalisme actuel, est, bien entendu, une question de définition. Et, tout aussi évidemment, elle se révèle être la plus redoutable. Existe-t-il un capitalisme, potentiellement universel, une essence du capitalisme, ou existera-t-il toujours des capitalismes spécifiques et intrinsèquement divers, comme se le demande *Robert Boyer* ? Répondre à cette question si importante pour discerner les avenir possibles — y a-t-il place pour un capitalisme spécifiquement européen face au capitalisme américain ou nippon ? — supposerait qu'on se détermine tout d'abord quant à l'hypothèse iconoclaste présentée par *François Fourquet* dans un texte de recherche, niant, comme à leur façon *Michel Callon* et *Bruno Latour*, l'existence même du capitalisme. Avec de solides raisons. Le concept, explique-t-il, dès sa création par Marx, souffre de deux défauts qui deviennent de plus en plus rédhibitoires. Il remplit tout d'abord un rôle proprement idéologique. Il est « le repoussoir moral du socialisme ». Or, le socialisme n'existant pas, ne devons-nous pas en déduire l'inexistence du capitalisme ? Par ailleurs, le concept de mode de production capitaliste repose sur le postulat, commun à tous les économistes, de l'autonomie de la sphère économique. Cependant l'économie, poursuit Fourquet, n'existe pas comme un ordre autonome, *sui generis*, mais uniquement comme l'objet et la résultante des politiques économiques. L'économique n'est qu'une modalité particulière de la puissance qui s'exprime à travers ces politiques. La charge est séduisante. Mais laisse à peu près entier un problème central. Parler de politique économique suppose qu'il subsiste des sujets d'une telle politique, quelque chose qui ressemble encore à des États susceptibles de mener une politique économique autonome. Or, interroge *Serge Latouche*, n'assistons-nous pas à une dilution croissante du politique dans le marché et dans l'économique ? Sans doute ne jouissent-ils nullement de l'autoconsistance et de l'auto-dynamisme que leur prêtent

trop généreusement les économistes. Ils n'en existent pas moins. Reste à les conceptualiser correctement.

Pour cette tâche, on trouvera, croyons-nous, un point de départ éclairant dans l'échange très riche entre *Jean Baechler*, le sociologue d'inspiration libérale, et *Immanuel Wallerstein*, le sociologue d'inspiration marxiste (échange impulsé par *Philippe Simonnot*). Fidèle à ses habitudes, J. Baechler procède par typologies et propose de définir le capitalisme par quatre traits. Il est, selon lui, 1°) une économie fondée sur la définition des droits de propriété, 2°) dans laquelle l'affectation des ressources rares s'opère par l'entremise du marché, 3°) où les preneurs d'initiative sont des entrepreneurs et 4°) où règne la chrématistique, c'est-à-dire l'enrichissement pour l'enrichissement, devenu à lui-même sa propre fin. Pour I. Wallerstein, seul le quatrième trait, celui qui insiste sur « l'accumulation incessante du capital », est vraiment essentiel. Pour J. Baechler, encore, le capitalisme doit être considéré comme un régime économique et uniquement comme cela¹, tandis que Wallerstein, comme le lui reproche Baechler, a fortement tendance à identifier purement et simplement le capitalisme avec la modernité dans son ensemble et dans toutes ses dimensions.

DU MÉGACAPITALISME

Sans prétendre arbitrer le débat², il est assez tentant de donner raison à Baechler pour ce qui regarde le passé, mais d'ajouter que Wallerstein risque d'avoir de plus en plus raison en ce qui concerne l'avenir. On touche ici directement au statut somme toute étrange de la critique marxiste du capitalisme. Massivement démentie par les faits depuis des décennies, moralement discréditée par ceux qui se réclamaient d'elle, elle est en train de retrouver une pertinence paradoxale face au mégacapitalisme. Le démenti des faits est aveuglant : ne se sont produites, jusqu'à il y a peu, ni la paupérisation absolue et relative ni la crise économique finale annoncées. Et cela, notamment parce que le politique, l'État, la science et la pensée ne se sont jamais réduits au rôle de reflets et de simples superstructures de la sphère économique qui leur était imparti par le matérialisme historique. Loin de devenir une classe n'ayant plus rien à perdre que ses chaînes, le prolétariat a été massivement inséré dans les rangs de la société, et a retrouvé une patrie sous les traits de l'État-nation redistributif. Mais l'avènement de ce qu'on pourrait appeler le *mégacapitalisme* risque de tout changer. Entendons par ce concept, dans le sillage des observations pertinentes de *Gerald Berthoud*,

1. Ce qui lui permet, dans *Capitalisme* [1994, Gallimard, 2 tomes] de faire l'hypothèse qu'au XXI^e siècle le capitalisme constituera le régime économique universel, mais qu'il s'accommodera de formes politiques diverses, les formes politiques les plus répandues devant probablement être les formes autoritaires.

2. Notons simplement que, du point de vue du *paradigme du don*, il y a capitalisation (de richesse, de pouvoir ou de savoir) dès qu'un de ces biens désirables devient accumulable en s'affranchissant de l'exigence de réciprocité et de réversibilité constitutive du cycle du don.

un système d'accumulation de la puissance dans lequel 1°) la distinction entre puissance économique, financière, technique, scientifique, culturelle et politique devient tendanciellement de plus en plus impalpable, tant ces diverses formes de puissance³ se renforcent les unes les autres et tant la convertibilité entre elles — ainsi que la vitesse des conversions effectives ou virtuelles — tendent vers l'infini, 2°) la dynamique d'accumulation de la puissance large de plus en plus les amarres qui reliaient encore l'ancien capitalisme à des bases nationales déterminées.

La première série de caractéristiques se laisse décrire au mieux à l'aide de certains concepts utilisés par Marx dans *Un Chapitre inédit du Capital*. Au début du capitalisme, y explique Marx, entre le XVI^e et le XIX^e siècle, le capital n'exerce encore sur les anciennes formes de travail héritées du corporatisme médiéval, qu'un contrôle simplement formel et en extériorité. Il se borne à faire fonctionner à son profit des techniques et des manières de faire qu'il n'a pas créées lui-même. Ce n'est qu'avec la révolution industrielle que le capitalisme inventera la base technologique qui lui correspond en propre, contrôlant les modes de travail de l'intérieur, et qu'il commencera dès lors à faire entrer le procès de travail dans le registre de ce que Marx nomme une subsomption réelle du travail au capital. La science et la technique, observent-ils, deviennent des forces productives directes. Mais, doit-on ajouter, même utilisées par le capital, elles continuent et continueront à jouir longtemps d'une certaine dose d'autonomie, d'une forme d'irréductibilité principielle aux seules lois de l'accumulation marchande. L'erreur des divers marxismes institutionnels aura été au fond de reposer sur l'hypothèse implicite que, dans les capitalismes historiques, l'ensemble des sphères de la pratique sociale, la technique, la science, l'art, la politique, la culture, la religion, etc., ont été, à l'instar du procès de travail dans la grande industrie, de simples appendices du capital, en état de subsomption réelle par rapport à lui. Alors qu'elles n'étaient, au mieux ou au pire, qu'en subsomption formelle, utilisées à des fins d'accumulation mais non encore transformées intégralement, en profondeur et de l'intérieur, par la logique de l'accumulation marchande. Parler, cependant, de la constitution d'un bloc capitaliste, c'est montrer, à juste titre, comment est en effet en train de se mettre en place, maintenant *et non pas hier*, un processus de subsomption réelle généralisée de toutes les pratiques sociales par le capital (une colonisation systématique des sphères de la vie quotidienne par le *système*, dirait Habermas), ne laissant même plus subsister les anciennes formes d'existence dans leur état antérieur mais les vouant à l'inanité pure et simple.

Les marxistes ont eu le double tort de croire aussitôt ou depuis belle lurette réalisé ce qui n'était somme toute qu'une prédiction à long terme, et de croire qu'au règne qu'ils jugeaient absolu du capital, il serait possible de répondre par le règne encore plus absolu et implacable de l'État. Reste que la prédiction est en voie de s'accomplir pour partie. Mais selon des

3. Elles deviennent autant de formes de ce que Dominique Janicaud appelait, il y a quelques années, *la puissance du rationnel* dans son livre du même titre [1985, Gallimard].

modalités qui défient tous les canons de la politique marxiste (léniniste). Même si les analyses de Marx valaient *a priori* pour un mode de production capitaliste étendu à l'échelle mondiale, et d'ailleurs seulement pour un tel capitalisme, même si les marxismes léninismes divers se sont prétendus internationalistes, c'est, dans les pays au cœur du système et jusqu'à il y a fort peu de temps, sur une base étroitement nationale — nous commençons à le mesurer maintenant —, que s'est réalisé l'essentiel de l'accumulation du capital et que se sont déployées la quasi-totalité des luttes économiques et politiques entre possédants et salariés. C'est à un ensemble relativement homogène de bourgeoisies et d'appareils d'État nationaux que les mouvements sociaux pouvaient adresser leur contestation. C'est à un tel bloc qu'il revenait d'élaborer les politiques économiques dont parle F. Fourquet, et c'est parce qu'un tel ensemble existait de façon palpable et aisément repérable que l'idée même d'un débat politique prenait tout son sens.

Or, il ne faudrait surtout pas surestimer la vitesse et les effets de la mondialisation. Il est clair que les *trusts* américains restent tout autant américains que les *keiretsu* restent japonais et les *chaebol* coréens. Il n'en demeure pas moins vrai que leur présence en temps réel sur l'ensemble des continents, les liens multiples et complexes tissés de longue date par les multinationales avec des appareils d'État (ou des fractions d'appareils d'État) dominés et avec les classes politiques locales qui les contrôlent, sans oublier les composantes les moins avouables des dites classes, tout cela fait émerger de nouveaux types d'acteurs, inconnus jusque-là, et qui sont simultanément acteurs économiques, techniques, financiers, culturels ou politiques, régionaux ou mondiaux. Ces nouveaux acteurs, ignorés des manuels de sciences économiques ou politiques, sont difficiles à identifier et plus encore à saisir. Face à eux, toutes les formes traditionnelles de la lutte politique, syndicale ou idéologique, se révèlent de plus en plus inopérantes.

EST-IL BON ? EST-IL MAUVAIS ?

Pour autant, devons-nous souscrire au diagnostic péremptoire des docteurs Tant-pis qui nous annoncent la fin du monde et l'apocalypse généralisée ? Rien n'est moins sûr, car l'accumulation inouïe de puissance qu'engendre l'actuelle mondialisation du capitalisme est profondément ambivalente. Elle fait apparaître dérisoires nos initiatives et nos moyens d'action individuels. Elle détruit et rend caduques la plupart des protections contre la violence, le risque, l'inhumanité et le malheur inventées par les générations passées. Et elle dissout toutes les formes héritées d'organisation de l'action collective en nous vouant à un individualisme en apparence suicidaire. Mais, à l'inverse, elle nous permet, si nous le désirons, de mobiliser à notre profit, dans les actions localisées où nous nous cantonnons, dans l'ici et le maintenant, toutes les forces de l'ailleurs, du passé ou de l'avenir virtuel. Et les protections qui se dissolvent et que nous regrettons étaient aussi et en

même temps des formes de domination propres à un petit monde social qui apparaît aujourd'hui de plus en plus étriqué. Les protections supposent des protecteurs, et les protecteurs sont souvent des parrains ou quelque chose qui y ressemble.

Ne mésestimons donc pas le potentiel de libération mobilisé par le processus de mondialisation et qui l'alimente. Sans lui, on s'expliquerait mal que le devenir-monde du capitalisme entraîne tous les peuples du monde dans sa ronde, *volens nolens*, mais aussi *volens* donc, malgré la misère et la précarisation qu'il entraîne. Enfin, si le vertigineux changement d'échelle du monde auquel nous assistons rend de plus en plus inefficaces et inadaptés les appareils politiques et syndicaux qui avaient permis jusqu'à présent de civiliser les capitalismes nationaux en les faisant travailler à surmonter leurs contradictions internes, il permet aussi d'espérer faire naître de multiples formes d'association mondiales, horizontales, rhizomatiques, profondément démocratiques, seules susceptibles de faire plier les multinationales, parce que seules à leur échelle désormais. Au moins potentiellement. Et parfois effectivement. Qu'on pense à l'efficacité redoutable des campagnes mondiales de boycott contre la Shell ou telle autre compagnie.

On ne s'étonnera donc pas qu'il soit également possible, avec d'excellents arguments de part et d'autre, d'assigner à la planète un avenir des plus noirs, comme le font par exemple *Denis Duclos* ou *Jean-Pierre Durand*, dans une optique postmarxiste qui ne peut que désespérer dès lors que la radicalité du pessimisme de l'analyse n'est plus contrebalancé par un quelconque espoir de lendemains qui chantent moins mal. Ou bien, comme *Pierre Lévy*, de célébrer dans le triomphe d'Internet et du virtuel une étape décisive du processus d'homínisation et de la constitution d'un cerveau planétaire. À moins qu'on ne tente, comme *Frederik Mispelblom* ou *François Morin*, de démêler au centre du système, dans les entreprises, la part des forces qui, respectivement, tendent vers la démesure démente ou bien vers la reconstruction de nouvelles formes d'endiguement de la puissance.

Subsomption réelle généralisée de toutes les sphères de l'action sociale par le capital, disions-nous pour caractériser le bloc du mégacapitalisme. Oui, mais si à force de s'étendre et de se renforcer, la domination engendrait aussi son contraire ? la possibilité d'actions de plus en plus libres ? Et si, au moment précis où une même logique semble tout recouvrir et tout détruire sur son passage, ne laissant plus aucune autonomie aux anciennes formes de l'action, elle créait en son sein de nouvelles formes d'action autonomes ?

QUESTIONS DE DOCTRINE LES VOIES DE L'ANTICAPITALISME PRATIQUE

Est-elle bonne ? Est-elle mauvaise ? Si rien ne permet de trancher de manière univoque et déterminée une fois pour toutes la question du statut de la mondialisation capitaliste, c'est que sa signification est susceptible

de changer du tout au tout, et en rien de temps, selon que les hommes et les peuples parviennent ou échouent à reconstruire de nouveaux systèmes d'alliance et de sens sur les décombres des anciens. Et cela est affaire de subjectivité, tout autant que de possibles et de déterminismes objectifs. Les questions de doctrine, aussi poussiéreuses puissent-elles sembler, se révèlent ici décisives. On ne saurait exagérer, dans l'actuel triomphe planétaire du capitalisme, le rôle et l'importance du travail de reconquête des esprits effectué par les officines ou les auteurs de la tradition de pensée ultralibérale. Dans le jeu de bascule entre hérauts du marché et champions de l'État qui a fait l'essentiel du débat politique depuis deux siècles, les premiers, qui semblaient presque complètement défaits il y a encore une vingtaine d'années, ont soudain marqué des points décisifs. La grande question aujourd'hui posée est celle de savoir s'il faut, en faveur d'une intervention régulatrice accrue de la part de l'État, trouver de nouveaux arguments, ou si le moment n'est pas venu de modifier en profondeur les termes mêmes du débat.

Les lecteurs réguliers du MAUSS ne seront sans doute pas surpris si nous affirmons que c'est dans cette seconde direction qu'il convient de s'engager désormais résolument et sans délai. En observant, comme nombre d'auteurs l'ont déjà fait valoir dans le sillage notamment de Karl Polanyi, que malgré leur opposition, État et marché sont largement coextensifs, inventions indissociables de la modernité, et qu'à y bien regarder, ni l'une ni l'autre de ces sphères d'action n'est susceptible de représenter une fin en soi. Plutôt donc que de devoir choisir entre la polarisation de l'existence sociale par le marché ou par l'État, n'est-il pas grand temps d'apprendre à raisonner, politiquement et économiquement, du point de vue de la société elle-même, en tant qu'elle est précisément irréductible au marché et à l'État? Grand temps d'élaborer un discours de sens, qui soit également politique, et qui sans s'engouffrer dans le fantasme d'une possible résorption de l'État dans le marché, ou, inversement, d'une dissolution du marché dans l'État — dissolution catastrophique pour les raisons analysées notamment par *Henri Denis* —, fasse part entière et prioritaire aux exigences de la démocratie et d'une vie quotidienne pas trop dysharmonieuse. Une politique de la quotidienneté? Une politique, autrement dit, aux antipodes de la dimension eschatologique du marxisme, dont *Ivaylo Ditchév* suggère de façon si éclairante comment elle s'est, dans les pays de l'Est, mariée spontanément, et sous couvert de générosité supérieure et de don de soi à la Cause, avec les systèmes de religiosité traditionnels, produisant ainsi un sacrificialisme utilitariste exacerbé. Avec les résultats qu'on connaît.

C'est à cette tâche d'esquisser une pensée politique de la socialité et de la quotidienneté, que s'attellent les deux dernières parties de ce numéro. En essayant tout d'abord de renouer les fils avec deux philosophes politiques, connus mais tenus pour secondaires alors qu'ils se révèlent primordiaux du point de vue qu'on tente de défendre : *Pierre Leroux*, ici représenté par un de ses textes cardinaux et mis en perspective par *Bruno Viard*. Et, plus près de nous, *Georges Orwell*, si allègrement campé par *Jean-Claude Michéa*.

C'est dans ce sillage et sous cet éclairage que prennent tout leur sens les embryons d'économie plurielle que *Bernard Eme* et *Jean-Louis Laville* appellent de leurs vœux et dont les expériences de tontine africaines ou les systèmes d'échanges et de monnaies locales, décrits par *Serge Latouche*, donnent une illustration éclairante. Pour leur part, *Pascal Combemale* et *Jacques Godbout* interrogent certains des présupposés sur lesquels repose l'*Appel du 28 juin* (1995), qui a servi de base à la constitution d'une association, l'AECEP (Appel européen pour une citoyenneté et une économie plurielles, 21 bd de Grenelle, 75015 Paris), qui commence à avoir un écho véritable en Europe dans des milieux politiques et idéologiques assez variés.

Mais dans quel cadre doctrinal et théorique global inscrire ces expériences, ces projets et ces aspirations ? Tout cela est-il l'annonce du renouveau d'une pensée de gauche capable de faire pièce à l'hégémonie ultralibérale actuelle ? Et sur quelles bases conceptuelles et pratiques ? En cette fin de millénaire qui assiste à une déconfiture généralisée des idéaux de l'humanisme de gauche, n'est-ce pas à une reconstruction radicale des fondations même d'une pensée de la gauche qu'il faut s'employer ? On lira, en ce sens, deux tentatives à la foi proches et éloignées. Celle d'une part, d'*Arthur Mitzman*, organisateur en février 1997, à Amsterdam, d'un *Séminaire européen sur les alternatives de gauche possibles à l'ultralibéralisme*⁴, qui cherche, comme beaucoup, ce renouveau d'une pensée de la gauche dans sa radicalisation et dans l'intégration par elle des préoccupations écologistes. Celle, d'autre part, d'*Alain Caillé*, qui esquisse, face au même problème, celui de la toute-puissance d'un mégacapitalisme désormais mondialisé, une stratégie différente. Non pas d'affrontement direct, inspiré par un espoir de rupture absolue et définitive, mais de dialectisation et d'ouverture en son sein, en contradiction et en extériorité interne avec lui, d'espaces d'action autonomisés. Si, à la question de savoir comment il est possible d'être anticapitaliste, une réponse effective, pratique et théorique à la fois, doit voir le jour dans pas trop longtemps, n'y a-t-il pas tout lieu de croire que ce sera au terme d'une alliance en profondeur passée entre ces deux manières de poser la même question : celle des voies de la justice et de l'égalité entre les hommes ? Et la passation d'une telle alliance ne présuppose-t-elle pas que soit fait pleinement droit à l'irréductible pluralité des passions sur laquelle insiste à si bon escient *Denis Duclos* ?

Citoyenneté et économie plurielles ! Voilà sans doute les maîtres mots d'un projet démocratique à reconstruire.

4. Ce séminaire a réuni une cinquantaine de personnalités de la gauche européenne.